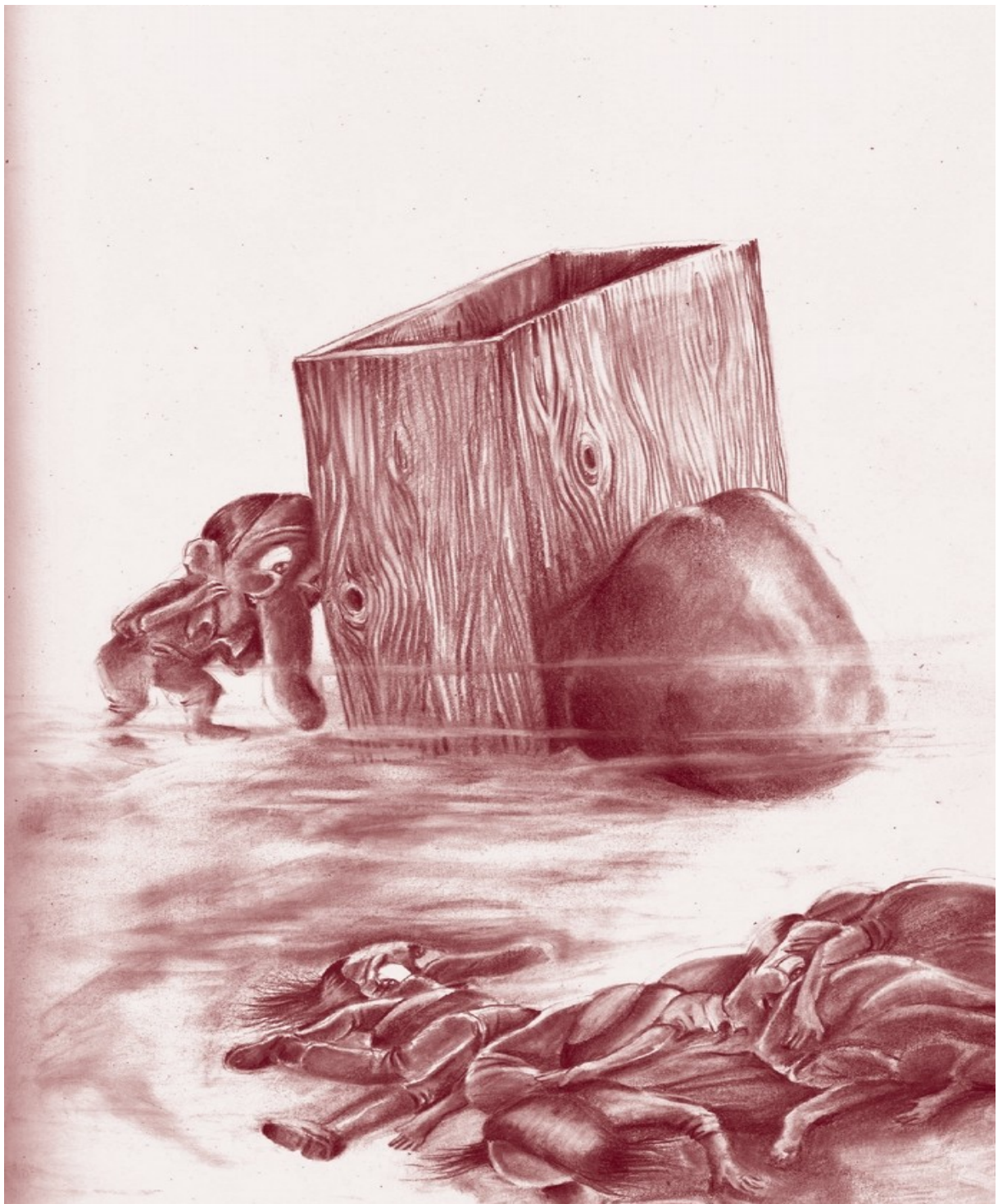


Chronique de l'indélébile

3 textes rassemblés pour une critique du nucléaire
autour des mythes de la décontamination, de la
liquidation et du démantèlement.



L'invention de la liquidation

*Texte extrait du livre Oublier Fukushima ,
du collectif Arkadi Filine, aux Éditions du bout de la ville*

La prétendue liquidation de l'accident de Fukushima-Daïchi est une insupportable et effarante répétition de celle de Tchernobyl. Les mêmes mesures à la fois dérisoires, ubuesques et contradictoires ; les mêmes robots qui ne marchent pas ; les mêmes défilés d'hommes pataugeant autour de la centrale et mourant dans l'ambulance pour l'hôpital.

La bureaucratie soviétique, confrontée à la catastrophe de Tchernobyl au printemps 1986, formula la première l'idée selon laquelle on pourrait « liquider les conséquences d'un accident nucléaire ». Cette phase d'urgence fut présentée comme la première étape de la résolution d'une « crise nucléaire ». Les liquidateurs durent parer au pire, empêcher que la situation ne s'aggrave, la stabiliser. L'armée fut chargée de conduire et de mettre en scène une guerre contre la radioactivité. 800 000 personnes furent mobilisées dans un grand élan patriotique, sacrifiées. Ils durent éteindre l'incendie, déblayer les débris radioactifs, monter sur le toit du réacteur, creuser un tunnel, tenter d'arrêter le magma en fusion, arroser les maisons, tuer les animaux, enterrer les forêts, déplacer la terre, « confiner » l'accident sous des tonnes de béton. Cette « victoire » sur la radioactivité permit, et permet aujourd'hui encore, aux États et aux organisations internationales de mentir sur les conséquences de l'accident. Cette mobilisation empêcha sans doute une deuxième explosion du combustible nucléaire mais pas une contamination de l'ensemble de l'Europe. Quant au magma, sous son sarcophage, il continue à être actif et à laisser échapper ses vapeurs au travers d'énormes fissures.

Une catastrophe nucléaire ne se liquide pas.

De Tchernobyl à Fukushima, c'est contre cette vérité que s'organisent les différentes institutions en charge des populations et des territoires contaminés. Bien sûr, le Japon de 2011 n'est pas l'URSS de 1986, mais l'État japonais, son autorité de sûreté nucléaire (NISA) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) orchestrent le mensonge. Les ingénieurs d'Areva présents sur le site de la centrale de Fukushima-Daïchi au moment du séisme¹ nous donnent la mesure des progrès accomplis depuis Tchernobyl pour maîtriser les catastrophes : ils partent, laissant à leurs collègues japonais le soin de prendre en main la situation.

Cette fois-ci la catastrophe n'est pas prise en charge par l'armée, mais par les entreprises : Tepco — l'exploitant —, Toshiba et Hitachi — les constructeurs de la centrale. Elles sous-traitent les basses œuvres aux organisations mafieuses du bâtiment. À Tchernobyl la mise en scène fut celle de l'extraordinaire ; à Fukushima celle de l'ordinaire. Tchernobyl aurait été une bataille, tandis que Fukushima ne serait qu'une gigantesque opération de maintenance.

¹ Ils interviennent pendant un arrêt de tranche.

Chronique de l'indélébile

La décontamination comme mensonge politique

Par Célia Izoard avec les images de Jules Philippe

Pour mettre fin aux évacuations et s'épargner de lourdes indemnités, l'État japonais a tout misé sur la « décontamination ». Treize milliards de dollars en poche, trois géants du BTP du pays sont chargés de rendre la région habitable le plus vite possible. Mais en matière de nucléaire, que signifie réellement « décontaminer » ?

Cito, longe, tarde. « Pars vite, loin et reviens tard », remède contre la peste dit « des trois adverbess » attribué à Hippocrate (V^e siècle avant J-C)

Jo-sen (除染) signifie décontamination en japonais. Littéralement, « enlever la contamination ». Ce terme, jusque-là presque inconnu et même absent de nombreux dictionnaires, est devenu omniprésent dans la société japonaise depuis que le gouvernement en a fait le maître-mot de sa politique post-Fukushima. Des contrats d'un montant total de 13 milliards de dollars ont été signés avec trois majors du BTP japonaises — les bâtisseuses des centrales — pour « décontaminer » une zone d'une superficie de 20 000 kilomètres carrés, soit l'équivalent d'un pays comme la Slovaquie.

À l'exception de la zone interdite d'environ 20 kilomètres autour du complexe nucléaire de Fukushima, si fortement touchée que le gouvernement s'est déclaré officiellement impuissant, l'objectif est de pouvoir déclarer d'ici deux ans le reste des territoires contaminés à peu près habitables². Sinon quoi ? Sinon, il faudrait se résoudre à assumer la responsabilité d'avoir rayé de la carte un vingtième d'un pays aussi densément peuplé que le Japon, admettre que l'une de ses régions agricoles les plus fertiles est irrémédiablement incultivable et inhabitable et indemniser des centaines de milliers de personnes pour la perte définitive de leurs lieux de vie et de travail. Parler de « jo-sen », de décontamination, c'est dire précisément l'inverse. C'est dire que la catastrophe est réversible.

Condamnés à perpétuité

En lançant le mot d'ordre de décontamination, les autorités japonaises veulent croire et laisser croire qu'il est possible, au prix d'efforts inégalés, de venir à bout de la radioactivité comme on vient à bout d'une épidémie ; que des mesures titanesques permettront de faire place nette, d'éradiquer la « maladie » et de reconstruire sur des bases saines. Réflexe optimiste de « désinfection » hérité des heures de gloire de la médecine moderne. Le terme de contamination remonte à la deuxième moitié du XIX^e

² Les régions contaminées sont divisées en trois aires : une zone de « retour difficile » (sic) dont la contamination est supérieure à 50 millisievert / an ; une zone « d'habitat limité » affichant des doses entre 20 et 50 millisievert / an ; et une zone « de préparation au retour » dont la radioactivité serait comprise entre 1 et 20 millisievert / an. L'objectif est de faire baisser la dose annuelle de 50% (et de 60% pour les enfants) en deux ans dans ces deux dernières zones et, à terme, que la radioactivité n'y excède pas 1 millisievert par an, c'est-à-dire la dose annuelle maximale de radiations d'origine artificielle recommandée par la Commission internationale de protection nucléaire.

siècle, époque où Pasteur et ses contemporains mirent en évidence le mécanisme de transmission des maladies bactériennes et virales. En identifiant les germes qui en étaient responsables, ces biologistes découvrirent en même temps des moyens simples d'en éviter la propagation : sur les ustensiles et le corps, dans l'air ambiant ou l'eau, on pouvait les tuer par ébullition, grâce à de l'acide phénique ou toute autre solution désinfectante.

Les termes de « contamination » et de « décontamination » renvoient, de façon rassurante, à ces victoires scientifiques qui, en faisant baisser la mortalité de façon spectaculaire, donnèrent aux contemporains du début des temps modernes quelque raison de placer leurs espoirs dans la nouvelle civilisation industrielle qui s'imposait à eux. Ces découvertes restent encore aujourd'hui l'une des principales cautions de ce que l'on appelle le « progrès ».

L'invention de la fission atomique a découlé, près d'un siècle plus tard, de ce même élan d'optimisme à l'égard des bienfaits de la science. Sauf que dans le cas des radiations, aucun « désinfectant » n'a jamais été mis en évidence. Il n'existe à ce jour pas de moyen technique de « tuer » la radioactivité comme on tue un germe. On ne peut que la déplacer. Si vous parvenez à lessiver une surface radioactive, vous obtenez de l'eau radioactive. Si vous frottez un objet radioactif, vous obtenez un chiffon radioactif. Brûler une plante radioactive disperse une fumée radioactive dans l'atmosphère, et ainsi de suite. C'est pourquoi l'écrivain Natsuki Ikezawa propose de remplacer le mot japonais jo-sen par i-sen (移染) qui signifie « déplacer la contamination ».

En français, le mot « décontaminer » appliqué à la radioactivité est tout aussi tendancieux. Selon le dictionnaire historique de la langue française, le préfixe « dé » indique « qu'une action s'effectue en sens inverse ou est annulée ». On peut ainsi dérouler, dé-friser, dé-plier, mais ce n'est sans doute pas un hasard si les verbes « dé-tuer », « dé-massacrer » ou « dé-violer » n'existent pas. Certaines actions sont irrémédiables. Cela ne signifie pas qu'elles ne puissent pas être suivies d'une autre action, ni qu'elles aient pour seule conséquence de nous plonger indéfiniment dans la torpeur et la sidération ; mais, simplement, on ne peut pas les inverser ou les annuler. La pollution radioactive est de celles-là.

Le prix de la démesure

Comment l'une des puissances mondiales les plus technologiquement avancées pourrait-elle accepter d'être mise en défaut justement sur ce terrain-là — la technique ? Admettre qu'il n'y a peut-être pas de solution. Admettre que, si une vaste portion de territoire autour de Tchernobyl demeure quasiment déserte presque trois décennies après l'accident, cela n'est pas uniquement dû à un manque de volonté ni à une indigence technique. Les opérations de « décontamination » que l'on met aujourd'hui en œuvre dans la préfecture de Fukushima n'ont guère évolué depuis celles qui ont suivi l'explosion de la centrale Lénine le 26 avril 1986. Lessivage des surfaces, arrachage de la végétation, enfouissement de la couche supérieure de terre ;

des centaines de milliers de soldats avaient été réquisitionnés pour livrer la « bataille de Tchernobyl », convaincus par le progressisme et le patriotisme ambiant que les lois de la physique s'inclineraient devant la ferveur soviétique. À en croire Gorbatchev, président de l'époque, même l'intouchable bureaucratie soviétique fut sacrifiée à la démesure des opérations : « Au moment de l'accident, explique-t'il, on ne demandait plus de papiers, ni de certificats. Si quelqu'un avait besoin de quelque chose, il se servait, point³. » Mais la pollution radioactive n'a jamais été ni « liquidée » ni « désactivée », selon les termes de l'époque.

Au Japon se rejoue la même impuissance des grands travaux face aux ruses de l'infiniment petit. On passe l'extérieur des bâtiments au kärcher, pour constater une fois de plus que lessiver des tuiles ou du béton ne permet pas de venir à bout du césium déposé⁴. En décembre dernier, neuf cents soldats de l'armée japonaise partent à l'assaut des bâtiments municipaux des communes de Narahamachi, Tomiokamachi, Namiemachi et Iidatemura ; quelques jours plus tard, on constate des niveaux de radioactivité identiques, voire plus élevés qu'avant les opérations⁵. Le lessivage semble avoir pour seul effet de disperser l'eau contaminée dans les égouts. En septembre 2011, une dépêche AFP reprise par Le Figaro titre triomphalement : « Fukushima : 110 000 maisons nettoyées », à la nuance près qu'on apprend à la lecture de l'article que ces habitations situées dans la ville de Fukushima sont en réalité à nettoyer. Ce « grand ménage », poursuit le texte avec un optimisme printanier, pourrait être achevé en deux ans⁶.

« Ils n'y arriveront pas », affirme Raymond Sené, physicien et membre du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN). « Décontaminer un objet, c'est déjà sérieux. Pour décontaminer un bâtiment réacteur, on procède à un zonage pour éviter de transformer le tout en déchet, ensuite on décape les parois sur un à deux centimètres, après on lessive tout. On stocke les déchets dans du béton et on récupère l'eau que l'on peut éventuellement filtrer avec des résines échangeuses d'ions. On peut décontaminer un véhicule, un camion à la limite, mais pas tout un territoire ! En France, on n'a jamais réussi à décontaminer complètement ne serait-ce qu'une zone restreinte. » Les habitants du quartier des Petites Coudraies, à Gif-sur-Yvette, dans l'Essonne, peuvent en témoigner. Avant la construction de ces habitations, c'est là qu'entre 1900 et 1957, la Société nouvelle du radium (SNR) fabriquait des aiguilles et pastilles de radium. Le site est officiellement décontaminé en 1969, et les bâtiments rasés. En 1974, un technicien du Commissariat à l'énergie

3 Témoignage issu du documentaire La Bataille de Tchernobyl, Thomas Johnson, 95 mn, 2006.

4 Voir notamment l'étude intitulée « Impact de quelques techniques de lavage sur la décontamination de tuiles et béton contaminés par du césium et du strontium radioactifs » (C. Camarasa-Claret, F. Persin, J. Real, Radioprotection, vol. 35, no1, p. 45-57, 2000) qui se conclut ainsi : « Ces résultats confirment, pour [...] des conditions expérimentales représentatives d'un rejet accidentel, la difficulté de déplacer par voie aqueuse cette contamination. [...] Nous estimons que les taux de décontamination obtenus ne sont pas suffisamment significatifs, même si l'élimination par le béton n'est pas négligeable, pour justifier que l'on passe à une étape supérieure qui consisterait à réaliser une étude de faisabilité opérationnelle. »

5 Fukushima Diary, 12/01/12, « Radiation levels increased double within 20 days after decontamination ».

6 Le Figaro, 27/09/11.

atomique (CEA), s'apprêtant à acheter un des terrains, effectue des mesures qui révèlent une radioactivité importante, y compris dans les habitations et les terrains alentour. De nouvelles opérations de décontamination sont menées en 1975 puis en 1981. En 2003, les habitants du quartier, aidés par la Criirad⁷, portent plainte, des mesures révélant que vingt habitations sur quatre-vingt présentent des points chauds, et que quatre d'entre elles restent fortement polluées au radon, gaz issu du radium. En 2008 et 2009, deux de ces maisons sont effectivement nettoyées tandis que deux autres sont finalement rachetées, l'une par l'État et l'autre par l'Andra⁸, pour être démolies. En quarante ans, pour tenter de décontaminer un seul quartier, il aura donc fallu pas moins de quatre opérations d'envergure, finalement soldées par un aveu d'impuissance. Le gouvernement japonais, lui, parle de décontaminer 110 000 maisons en deux ans, et sans les démolir.

Délire de la méthode

Située à soixante kilomètres du complexe nucléaire, hors zone d'évacuation, la ville de Fukushima compte plus de 300 000 habitants. Fin 2011, on y mesurait des doses de radioactivité s'élevant à 37 millisievert / an⁹, quand la dose annuelle maximale admissible pour les travailleurs du nucléaire est de 20 millisieverts, et d'1 millisievert pour le grand public. Suivant les instructions du gouvernement, la municipalité a publié un manuel d'auto-décontamination à l'usage de ses résidents. Première étape : effeuillez tous les arbres de votre jardin, déracinez buissons, plantes et gazon, ramassez pierres et cailloux.

Seconde étape : pelletez la terre de surface à hauteur de cinq-six centimètres sur toute la surface du terrain. Enfin, mettez tout ceci dans des sacs en plastique et enterrez le tout sous une grande bâche... dans votre jardin ! (en attendant qu'une autre solution se présente)¹⁰. En gros, enterrez votre jardin dans votre jardin. Pour être conséquent, il faudrait donc s'employer à ranger dans des sacs l'ensemble de ce que contient la région et les enfouir. Démonstration par l'absurde de l'impossibilité de décontaminer toute une région ? Non. Si le gouvernement japonais délire, sa folie est méthodique¹¹, car c'est précisément ce qu'il prévoit de faire : enterrer bien proprement toute la région. Dans cette partie du Japon composée aux trois-quarts de forêts, il préconise d'ébrancher tous les arbres et de retirer la terre de surface à hauteur de cinq centimètres. Un travail de Sisyphe déjà mené en Biélorussie, un certain printemps 1986, pour « désactiver » les campagnes :

« Nous enlevons la couche contaminée de la terre, la chargeons dans des camions et la transportons dans des « sépulcres ». Je croyais au début que les « sépulcres »

7 Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (laboratoire indépendant fondé en 1986).

8 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

9 Greenpeace.org, 8/12/11, "Living with Fukushima City Radiation Problem".

10 The Japan Times, 09/11/11, "Scrub Homes, Denude Trees to Wash Cesium Fears Away".

11 Commentaire de Polonius sur Hamlet (W. Shakespeare, Hamlet, 2.2.203, "Though this be madness, yet there is method in it").

étaient des constructions compliquées, conçues par des ingénieurs, mais il s'agissait de simples fosses. Nous soulevions la terre et l'enroulions comme un tapis... l'herbe verte avec les fleurs, les racines, les scarabées, les araignées, les vers de terre... Un travail de fous. On ne peut quand même pas éplucher toute la terre, ôter tout ce qui est vivant. Si nous ne nous étions pas soulés à mort toutes les nuits, je doute que nous eussions pu supporter cela. L'équilibre psychique était rompu. Des centaines de kilomètres de terre arrachée, dénudée, stérile. Les maisons, les remises, les arbres, les routes, les jardins d'enfants, les puits restaient comme nus... »¹²

Décroûter la surface du paysage revient à retirer l'épiderme d'un être vivant : il n'y survit pas. Écorcher vif, c'est tuer. D'après David Boilley, membre de l'Acro¹³ et co-auteur du dernier rapport de Greenpeace sur Fukushima, de telles mesures déclenchaient « un nouveau désastre écologique »¹⁴ : la transformation de prairies en terres non arables et la destruction des écosystèmes. Même en admettant que ce soit possible ailleurs que sur un diaporama gouvernemental¹⁵, en faisant abstraction des eaux contaminées qui coulent des montagnes, en oubliant que les véhicules nécessaires à l'opération sont trop volumineux pour accéder aux rizières, et sans se demander ce que deviennent ces milliers de tonnes de déchets et ces véhicules, eux-mêmes transformés en déchets¹⁶, « cela pourrait faire baisser le taux de radioactivité, mais cela rendra-t'il pour autant la région habitable ? », s'interroge-t-il.

Une allégorie du déni

Tout dépend de ce qu'on appelle habitable. Pour certains Japonais, la décontamination est tout simplement une escroquerie : jouer un jeu de dupes en jonglant avec les chiffres¹⁷. Elle n'est tenable que dans des colonnes statistiques, où l'on peut brandir des baisses de radioactivité aussi précaires que localisées pour inciter au retour les quelque 150 000 évacués et ne pas indemniser ceux qui refusent de croire que tout est rentré dans l'ordre. Dans la vraie vie, où les mètres cubes de terre occupent un certain

12 Svetlana Alexievitch, *La Supplication*, témoignage d'Ivan Nikolaïevitch Jmykhov, ingénieur chimiste, trad. Galia Ackerman et Pierre Lorrain, Lattès, Paris, 1998.

13 Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (laboratoire indépendant fondé en 1986)

14 Greenpeace, *Lessons from Fukushima*, 52 p., février 2012.

15 Dont on trouvera ici une présentation en anglais : "Remediation Efforts in Japan", 16/10/11, www.oecd-neo.org.

16 Le précieux ouvrage intitulé *Oublier Fukushima* (Arkadi Filine, éditions du Bout de la Ville, 2012) donne les précisions suivantes : « Dès l'automne, les autorités évaluent à 45 millions de mètres cubes la quantité de terre à retirer [...] c'est l'équivalent de "23 stades sportifs d'une capacité de 55 000 spectateurs". Rapidement, les forêts domaniales de tout le pays ne suffisent plus pour enfouir cette terre devenue déchet. [...] Les incinérateurs et les stations d'épuration traitent une telle quantité de déchets qu'ils ne peuvent plus en écouler les résidus. [...] D'autres incinérateurs qui tournent à plein régime sont contraints de fermer avant d'être eux-mêmes transformés en déchets. Quant aux stations d'épuration, elles ont pour habitude de vendre leurs boues aux fabricants de terreau de jardin qui les enrichissent en phosphore et en potassium et les revendent. »

17 Ainsi, lorsque le gouvernement parle de faire baisser la radioactivité de 50% en deux ans, il mise sur le fait qu'elle aura baissé de 40 % de façon naturelle ; la part des mesures de décontamination ne représentant que 10% de cette baisse (cf. document de la note précédente). Rappelons d'autre part que le gouvernement a, avec la bénédiction de la Commission internationale de protection contre les radiations (CIPR), relevé à 20 millisieverts par an la dose annuelle maximale admissible pour les habitants.

volume physique, où les terrains sont perpétuellement en mouvement, où l'eau ruisselle des gouttières et des fossés jusqu'aux nappes phréatiques, où les plantes vont puiser leur nourriture loin dans la terre, où le césium s'incruste dans les matériaux poreux, où les rivières coulent librement entre la zone interdite et les aires dites habitables, où les insectes, les oiseaux, les animaux sauvages se déplacent, se nourrissent et se reproduisent, la décontamination ne saurait être qu'un mythe patriotique. Vue d'ici, cette vaste campagne, avec ses cohortes de camions et d'ouvriers sous-traitants équipés de masques et de combinaisons, de pelleteuses et de grues et de bâches plastiques par milliers, s'apparente en tous cas à une triste allégorie du déni.

Les faits sont là : nous sommes aussi impuissants face à la pollution radioactive que l'étaient les populations du Moyen-Âge confrontées à une épidémie de peste. Notre sort est certainement moins enviable, dans la mesure où les conséquences de nos épidémies nucléaires ne disparaîtront jamais ; mais nous avons l'avantage d'en connaître très précisément les causes. Nous savons ainsi qu'il suffit de continuer à laisser cette industrie fonctionner pour pouvoir prédire avec certitude la survenue d'une nouvelle dévastation. Et vice versa.

La décontamination ne saurait être qu'un mythe patriotique.

* * * * *

Démantèlement, histoire d'un fiasco

Entretien avec un ancien salarié de la centrale expérimentale de Brennilis

Par Manu Tournehoux

Technicien chargé du combustible sur la centrale de Brennilis, de 1965 à 1986, et ancien délégué CFDT du personnel, Michel Marzin continue à dénoncer les conditions de travail dont sont victimes les travailleurs du nucléaire. À travers son expérience à Brennilis, retour sur l'histoire d'un fiasco qui se poursuit.

Pour le marché de la filière nucléaire, le démantèlement est un enjeu essentiel. Plusieurs milliards d'euros¹⁸ sont dépensés chaque année pour trouver des solutions au vieillissement des centrales, tenter de démonter, nettoyer¹⁹, retraiter ou enfouir les structures en fin de vie. En France, la Cour des comptes chiffre à un minimum de 18,4

18 Le chiffre de 220 milliards d'euros dans le monde sur vingt ans a été avancé par le cabinet de conseil Arthur D. Little. En France, le budget a été sans cesse réévalué à la hausse depuis plus de dix ans.

19 Sur la question de la décontamination, voir l'article dans ce numéro, p. 16.

milliards d'euros le démantèlement du parc nucléaire français²⁰, et revoit régulièrement ses estimations à la hausse. De nombreuses entreprises²¹ sont en lice pour obtenir les chantiers de déconstruction des neuf premiers réacteurs français définitivement arrêtés²². En 1997, EDF et le CEA voulurent faire de Brennilis, centrale construite en 1962 dans le Finistère, au cœur du Parc naturel régional d'Armorique, le premier exemple mondial d'un site nucléaire démantelé intégralement. Après quelques années de grand cafouillage, « EDF se refuse aujourd'hui à communiquer davantage sur l'avancée de ce chantier et met en avant le démantèlement de la centrale de Chooz A (Ardennes) »²³. Un chantier attribué à la société américaine Westinghouse²⁴, celle-là même qui fournit ses réacteurs au fleuron de l'industrie française.

Premier prototype industriel pour les centrales dites à eau lourde²⁵, la centrale de Brennilis a toujours eu une histoire chaotique. Sans compter les deux attentats en 1975 et en 1979 revendiqués par le FLB-ARB²⁶, elle dut s'arrêter plusieurs fois. « Quelques semaines après son démarrage elle a été condamnée, puisque les échangeurs avaient été mal calculés, et ça a été un désastre pour nous. Il y a eu une grosse bagarre. Notre état d'esprit c'était : cette saloperie de machine, on va leur montrer qu'on est capable de la faire tourner. Finalement la centrale a redémarré au bout de quatre ans. Réussir à mater le monstre était un défi risqué, mais il était stimulant de travailler sur quelque chose de nouveau, une technologie de pointe. » Ainsi la centrale put produire de l'électricité à bas régime jusqu'en 1985, date à laquelle elle fut définitivement éteinte, faute de rentabilité. Le démantèlement put alors commencer, les contaminations, les erreurs et les hésitations se poursuivre. En quarante-quatre ans d'existence, il y aurait eu à Brennilis des rejets radioactifs plus importants que ceux de l'usine de retraitement de La Hague, pourtant eux-mêmes plus élevés que l'ensemble des rejets des centrales en fonctionnement²⁷.

20 Le Monde, 6 mars 2012.

21 Areva, Onet technologies, Bouygues et Vinci (Français), Westinghouse (Américain), Amec (Anglais), Nukem (Allemand), Iberdrola (Espagne), Ansaldo (Italien), Tractebel Engineering (du groupe GDF-Suez) (Belge)...

22 Brennilis, Bugey 1, Chinon A1, A2 et A3, Chooz A, Creys-Malville et Saint-Laurent A1 et A2.

23 Sauf indication contraire tout 1ce qui se trouve entre guillemets dans le texte est issu de notre entretien avec Michel Marzin. Pour en savoir plus sur ses recherches, interventions et points de vue : blog.michelmarzin.fr.

24 En 1974, cette entreprise américaine a cédé la licence de ses réacteurs à eau pressurisée à Framatome (aujourd'hui Areva). Ceci a permis à l'entreprise de construire le parc nucléaire français actuel.

25 Type de réacteur expérimental jugé prometteur au début du programme électro-nucléaire français car il permettait d'éviter l'étape très coûteuse et complexe de l'enrichissement de l'uranium. Cette technologie a cependant été délaissée au profit de la filière à eau légère, aujourd'hui à l'œuvre dans les 58 réacteurs répartis dans l'Hexagone.

26 Le 15 août 1975, deux explosions endommagent la prise d'eau d'une turbine et détruisent un poste téléphonique. De nombreuses vitres sont également brisées. En 1979, ce sont 2 pylônes électriques à l'entrée de la centrale qui sont détruits. L'électricité ne pouvant plus être évacuée, la centrale doit s'arrêter. C'est la première fois qu'un groupe terroriste réussit à perturber le fonctionnement d'une centrale nucléaire.

27 « Brennilis : 44 ans d'illégalité en toute impunité » ; communiqué du 22 novembre 2011 des associations Agir pour un environnement et un développement durables, Bretagne vivante, Consommation

Le démantèlement

Ce démantèlement a été pensé en trois phases. La phase 1 impliquait la vidange et l'évacuation de l'eau lourde (100 tonnes) et du combustible (31 tonnes) ainsi que la mise en sécurité et le démontage des circuits pas ou faiblement contaminés. La phase 2 prévoit le démantèlement des circuits eau lourde, des bâtiments de commande, de stockage du combustible, du « cimetière » de déchets solides et du bâtiment de traitement des effluents. La phase 3 comprend le démantèlement du cœur du réacteur et des échangeurs thermiques dont les rayonnements radioactifs sont actuellement très nocifs. Nous en sommes à la phase 2, débutée en 1997, qui ne devait durer que deux ans. En 2007, le groupe Sortir du nucléaire Cornouaille attaque EDF devant le Conseil d'État et obtient l'arrêt des travaux. En juillet 2011, un nouveau décret autorise EDF à reprendre le démantèlement partiel, c'est-à-dire à en finir avec la phase 2, notamment avec le démantèlement de la Station de traitement des effluents que l'écrasement d'un fût de boues radioactives rend extrêmement dangereuse. À cela, le décret ajoute l'autorisation de procéder au démantèlement des échangeurs situés à l'intérieur du bâtiment-réacteur et hautement contaminés.

Ce chantier ne se termine pas, mais la fuite en avant se poursuit : « EDF a obtenu l'autorisation de commencer la phase 3 alors que le CEA refuse de la faire, il la juge trop dangereuse. La difficulté d'une telle entreprise est reconnue ; certains pays comme l'Angleterre ont décidé de ne pas commencer cette 3 e phase avant 50 ans, le rayonnement du nucléide principal, le cobalt 60, décroissant de moitié tous les 5,2 ans. » Même EDF, au moment de la fermeture de la centrale, ne prévoyait pas son démantèlement intégral. Ce n'est que sous la pression de « l'opinion publique » (maires des communes avoisinantes et directeur du parc naturel régional en tête) que l'idée de faire de Brennilis un chantier-vitrine s'est forgée. Tirant son parti de cette situation et négligeant les réserves de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), EDF devint le moteur du « retour à l'herbe »²⁸ et des idées qui purent y germer : un centre d'enfouissement un temps, une centrale combinée gaz un autre temps, une usine de salaison de porc en attendant²⁹...

logement et cadre de vie, Eau et rivières de Bretagne, Groupement Mammologique Breton, Sortir du nucléaire Cornouaille, Vivre dans les monts d'Arrée et publié sur le site de Sortir du nucléaire Cornouaille.

28 Terme du président du parc d'Armorique, un partisan du nucléaire, dans le cadre d'une campagne pour l'accélération du démantèlement.

29 « Une partie du site a déjà été vendue à une entreprise de salaison qui transforme le porc breton pour l'exporter aux USA. »

« Il suffit de diluer ces éléments dans une plus grande quantité d'air, d'eau ou de personnes pour que cela passe inaperçu »

Témoignage

« Le retour à l'herbe c'est en fait la décision d'accélérer le chantier ; on dit que c'est décontaminé, que l'endroit va retrouver son état d'origine, mais on veut faire tellement de bénéfices qu'on ne se donne pas les moyens de le faire proprement. Le problème c'est de vouloir aller vite, de découper dans des conditions innommables. La poussière est partie partout. Le bureau où je bossais avant était propre ; quand j'y suis retourné ils avaient gratté les murs sur dix centimètres, c'est donc qu'ils l'avaient contaminé.

Jusqu'ici, le chantier c'est un demi-milliard, 80% pour Bouygues et 20% pour le salaire des travailleurs. Non seulement on les met en danger mais en plus on se fait beaucoup de fric sur leur dos. C'est vrai que le salaire des travailleurs dans le nucléaire est plus attractif que dans beaucoup d'autres industries, à tel point qu'un certain nombre d'employés perdent volontairement leur fiche de suivi médical (quand ce suivi existe³⁰) pour continuer à travailler en milieu contaminé en dépassant les doses. Pourtant, si l'on regarde attentivement, ce n'est que 20% du demi-milliard d'euros investis. [...] J'ai été horrifié, en voyant les images du démantèlement dans le film Brennilis la centrale qui ne voulait pas s'éteindre³¹, de constater dans quelles conditions et avec quel matériel travaillent les ouvriers actuellement. De mon temps, par exemple, on avait des aspirateurs très puissants avec des filtres 25 microns ; dans le film, on voit un type qui nettoie une salle contaminée avec un aspirateur standard, muni d'un filtre à papier classique qui ne retient pas les particules très fines et qui contribue à la contamination de bâtiments < propres > du temps du fonctionnement de la centrale ; autrement dit à une dissémination de la radioactivité hors des zones où elle était contenue auparavant. Quand je dis cela, je ne dis pas que, du temps du fonctionnement de la centrale ou des premières années de son démantèlement, les conditions de travail étaient bonnes. À l'époque, c'est aux maçons qu'on ne donnait pas les moyens de sécurité. La mortalité prématurée des travailleurs au contact de l'eau lourde est elle aussi avérée³². Bref, les salariés dans la centrale étaient à l'époque des cobayes, mais des cobayes avec des moyens... De ce point de vue, les cobayes d'aujourd'hui pourraient bénéficier de l'expérience et du savoir-faire des cobayes d'hier. Seulement, la politique d'économie des coûts et une forme de négligence tolérée font que les conditions de travail sont sûrement devenues pires.

Aujourd'hui, la ronde des salariés précaires est incessante. Les travailleurs dans le nucléaire ont des doses de radioactivité à ne pas dépasser à l'année. Faire tourner un grand nombre de personnes, de la chair fraîche ou de la viande à neutrons comme

30 On peut se poser la question à partir du moment où M. Marzin ne parvient pas à avoir accès à son propre dossier de suivi.

31 Film documentaire de Brigitte Chevet sorti en 2008.

32 « Certains pays comme le Royaume-Uni ou la Russie l'ont même reconnue, mais en France EDF prétexte l'absence de recours en justice par les travailleurs pour feindre l'ignorance ».

vous voulez, qui vont prendre de « faibles » doses et disparaître dans la nature, empêche alors — pour autant qu'on en ait la volonté — de faire des études épidémiologiques à long terme. En fait, c'est là un exemple parmi d'autres pour comprendre comment à Brennilis tout est disséminé. J'appelle cela le « principe de dilution ». Il a existé du temps du fonctionnement de la centrale comme à présent où son démantèlement est en cours. La loi se réfère à des normes quant aux concentrations supposées dangereuses des éléments radioactifs, il suffit donc de diluer ces éléments dans une plus grande quantité d'air, d'eau ou de personnes pour que cela passe inaperçu. Du temps du fonctionnement de Brennilis le directeur demandait la hausse de son quota de rejet de tritium³³ sous peine de ne plus pouvoir faire tourner la centrale. Les politiciens ne voulant pas arrêter la centrale, ils ajustèrent les normes. Le directeur put ainsi se targuer dans des réunions publiques de ne jamais avoir dépassé la norme ! Des rejets, il y en avait pourtant. Pendant le fonctionnement de la centrale, l'air du bâtiment du réacteur était saturé en parfum de rose et une équipe de sniffeurs était chargée de respirer par où cette odeur sortait, afin que les fuites de tritium hors de l'enceinte de confinement en béton puissent être colmatées.

Un autre exemple frappant concerne les rejets dans le lac Saint-Michel en amont. L'eau contaminée de la nappe phréatique située en dessous de la centrale de Brennilis est constamment pompée pour être renvoyée dans ce lac. Dans un tel volume d'eau, la présence d'éléments radioactifs est difficilement détectable, alors qu'elle l'était de façon problématique même dans l'Ellez, petit cours d'eau en aval. Des analyses ont effectivement détecté des particules radioactives issues du fonctionnement mais aussi du démantèlement de la centrale dans la boue et la végétation des berges de cette rivière. »

* * * * *

Cette brochure rassemble 3 textes :

L'invention de la liquidation - Chronique de l'indélébile, La décontamination comme mensonge politique - Démantèlement, histoire d'un fiasco Entretien avec un ancien salarié de la centrale expérimentale de Brennilis

Textes écrits à l'origine dans le Z, revue d'enquête et de critique sociale, n6 d'automne 2012, numéro en bonne partie consacré au nucléaire.



Leur site internet : <http://www.zite.fr/>

Contact pour cette remise en page en novembre 2019 : [souslaplage\[at\]riseup.net](mailto:souslaplage[at]riseup.net)

33 Le tritium est un gaz radioactif isotope de l'hydrogène très volatil traversant quasiment tous les matériaux et qui n'est détectable par les appareils de mesure que lorsqu'il a dépassé 10 fois la dose jugée critique. Produit en grande quantité, il peut servir par ailleurs à la fabrication des détonateurs de la bombe H, ce qui laisse à penser que la filière dont Brennilis était une expérimentation n'avait pas qu'une valeur énergétique...